



# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Avril 2025

## POUVOIR ADJUDICATEUR

### INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES D'AIX EN PROVENCE

25 rue Gaston de Saporta  
13625 Aix en Provence  
Cedex 1

*Représentant du Pouvoir Adjudicateur :*

Monsieur Franck Biglione, Administrateur provisoire  
de l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix en Provence

## OBJET DU MARCHE : PRESTATIONS DE GARDIENNAGE, SÉCURITÉ ET SÛRETÉ ÉVÈNEMENTIELLE

*Lieux d'exécution des prestations :*

Les trois sites de l'Institut (25 Rue Gaston de  
Saporta, 21 rue des Guerriers et 31 Avenue Jean  
Dalmas)  
AIX EN PROVENCE

*Procédure de Consultation :*

Appel d'offre ouvert en application des articles L2124-1 et L2124-2, R2124-1 et  
R2124-2-1°, R2161-1 à R2161-5, R2131-16-1° et R2131-17 du Code de la  
Commande Publique

Numéro d'identification de l'accord-cadre : 2025GARDIENNAG

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

## SOMMAIRE

POUVOIR ADJUDICATEUR .....	1
OBJET DU MARCHÉ : .....	1
1 OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES .....	5
1.1 Objet de l'accord-cadre et lieu d'exécution .....	5
1.2 Caractéristiques principales de l'accord-cadre .....	5
1.2.1 Étendue et procédure de passation de l'accord-cadre.....	5
1.2.2 Tranches / allotissement.....	5
1.3 Montant de l'accord-cadre pour la durée du marché .....	5
1.4 Caractéristiques principales de commande des prestations.....	5
1.4.1 Bons de commande des prestations récurrentes.....	5
1.4.2 Bons de commande des prestations ponctuelles .....	6
2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....	6
2.1 Pièces du DCE.....	6
2.2 Pièces particulières .....	6
2.3 Références.....	7
3 DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES A L'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE .....	7
3.1 Représentation des parties.....	7
3.1.1 Représentation du pouvoir adjudicateur.....	7
3.1.2 Représentation du titulaire.....	8
3.2 Autres dispositions générales relatives à l'exécution .....	8
3.2.1 Engagements du titulaire.....	8
3.2.2 Remplacement d'intervenants .....	8
3.2.3 Obligations à caractère administratif .....	8
4 DELAI D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....	8
4.1 Date prévisionnelle de début des prestations.....	8
4.2 Durée du contrat et délais d'exécution .....	9
4.3 Reconduction.....	9
5 PRIX DU MARCHÉ .....	9
5.1 Répartition des paiements.....	9
5.2 Contenu des prix.....	9
5.3 Forme des prix.....	9
5.4 Modalités de variation des prix .....	9
Clause de sauvegarde.....	10
6 REGLEMENT DES COMPTES.....	10
6.1 Présentation des demandes de paiements .....	10
6.1.1 Pour les prestations récurrentes .....	10
6.1.2 Pour les prestations ponctuelles .....	11
6.1.3 Modalité de transmission des factures.....	11
6.1.4 Présentation des factures.....	11
6.2 Modalités particulières de paiement.....	12
6.3 Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités – Intérêts moratoires .....	12
7 CLAUSES DE FINANCEMENT, GARANTIE, AVANCE ET NANTISSEMENT .....	12

7.1	Cautionnement et retenue de garantie.....	13
7.2	Avance.....	13
7.3	Cessions ou nantissement.....	13
8	SOUS-TRAITANCE.....	13
8.1	Sous-traitants présentés en même temps que l'offre .....	13
8.2	Sous-traitants présentés au cours de l'exécution de l'accord-cadre .....	13
8.4	Modification du montant.....	14
8.5	Agrément .....	14
8.6	Cession ou nantissement .....	14
8.7	Modalités du paiement direct des sous-traitants.....	14
9	CONTROLE ET VERIFICATION DES PRESTATIONS.....	14
9.1	Opérations de vérification .....	14
9.2	Décisions après vérification .....	15
10	SECURITE, GREVE ET SITUATIONS DE CRISE.....	15
10.1	Mesures de sécurité.....	15
10.2	Mesures particulières .....	15
10.2.1	Mesures conservatoires.....	15
10.2.2	Interdictions momentanées.....	15
10.2.3	Plan Vigipirate .....	15
10.2.4	Pandémie ou situation de crise.....	15
11	PÉNALTÉS .....	16
11.1	Application des pénalités.....	16
11.2	Dispositions particulières.....	18
12	OBLIGATIONS.....	18
12.1	Obligations particulières de l'entreprise.....	18
12.2	Obligations particulières du pouvoir adjudicateur .....	18
12.3	Responsabilité du Titulaire.....	18
12.4	Obligation de confidentialité et de discrétion.....	18
12.5.1	Protection des données personnelles .....	19
12.5.2	Confidentialité et sécurité des données.....	19
12.5.3	Communication à des tiers.....	20
12.5.4	Obligation des parties.....	20
12.5.5	Gestion de crise : procédure de violation des données .....	20
13	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL.....	21
13.1	Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail.....	21
13.2	Protection de l'environnement .....	21
13.3	Régularité de la situation fiscale et sociale .....	21
13.3.1	Vérifications périodiques de la régularité de la situation du titulaire.....	21
13.4	Visites médicales.....	22
14	RESPONSABILITÉS ET ASSURANCES .....	22
14.1	Responsabilités.....	22
14.2	Assurances de responsabilité civile et dommages aux tiers.....	23
14.3	Assurance vols et dommages aux biens.....	23
14.4	Justification des polices.....	23
15	RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE.....	23

16	RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS.....	23
17	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....	23

## 1 OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1 Objet de l'accord-cadre et lieu d'exécution

L'objet du présent marché est la réalisation de prestations de gardiennage, sécurité et sûreté événementielles sur les sites de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence : Site historique au 25 rue Gaston de Saporta, Site Espace Marceau Long et Espace Philippe Seguin au 31 avenue Jean Dalmas, tous trois situés sur la commune d'Aix-en-Provence.

La typologie et autres principales caractéristiques des différents sites sont indiquées au CCTP.

### 1.2 Caractéristiques principales de l'accord-cadre

#### 1.2.1 *Étendue et procédure de passation de l'accord-cadre*

Le présent accord-cadre est soumis aux dispositions du Code de la Commande Publique.

Il s'agit d'un appel d'offre ouvert en application des articles cités en page de garde du présent CCAP.

Les prestations donnent lieu à un accord cadre en application des articles L2125-1 et R2162 à R2162-6 du Code de la Commande Publique, conclu avec un seul titulaire et donne lieu à l'émission de commandes en application des articles R2162-13 à R2162-14 de ce même Code.

#### 1.2.2 *Tranches / allotissement*

L'accord-cadre n'est pas décomposé en tranches.

En vertu des articles L2113-11 et R2113-3-1-du Code de la Commande Publique, le présent marché de services n'est pas alloti afin de conserver l'homogénéité des prestations, de limiter le nombre d'intervenants sur les sites et d'assurer ainsi un meilleur suivi de la prestation.

### 1.3 Montant de l'accord-cadre pour la durée du marché

Le montant de l'accord cadre pour la durée du marché est estimé à 135.000,00 € HT.

Montant minimum : 50 000 € HT

Montant maximum : sans

### 1.4 Caractéristiques principales de commande des prestations

Quel que soit le mode de passation, le titulaire est tenu d'exécuter les commandes émises par l'acheteur, quel qu'en soit le montant, les quantités demandées et les délais fixés. Chaque commande doit faire l'objet d'une facturation séparée par bon commande émis et validé.

En tout état de cause, la durée d'exécution de chaque bon de commande ne peut faire excéder la durée de validité du présent accord cadre d'une durée de plus d'un (1) mois.

#### 1.4.1 *Bons de commande des prestations récurrentes*

Les prestations récurrentes décrites au CCTP font l'objet d'un bon de commande prévisionnel annuel unique en début de marché puis à chaque date anniversaire qui correspond à la date de reconduction. Ce bon de commande, signé du pouvoir adjudicateur ou de son représentant dûment habilité, est adressé au titulaire par tout moyen de communication adapté.

Le titulaire établit une facture mensuelle sur le fondement de ce bon de commande et des quantités effectivement réalisées conformément aux prescriptions de l'article 6 du présent CCAP.

### ***1.4.2 Bons de commande des prestations ponctuelles***

Selon les besoins de l'établissement, des prestations dites « ponctuelles » pourront être confiées au titulaire. Ces prestations donnent obligatoirement lieu à l'émission d'un devis qui sera validé par l'Institut d'Études Politiques d'Aix en Provence avant tout début d'exécution.

Les prestations ponctuelles décrites au CCTP font l'objet de bons de commande notifiés au titulaire (dans le délai correspondant à la nature de la commande) au-fur-et-à-mesure des besoins de l'Institut.

Les bons de commandes sont adressés au titulaire par tout moyen de communication adapté, principalement par courriel avec demande d'accusé de réception.

Les prestations commandées donnent obligatoirement lieu à l'émission d'un devis qui sera validé par l'Institut d'Études Politiques d'Aix en Provence avant tout début d'exécution.

Les bons de commandes sont signés par le pouvoir adjudicateur ou son représentant dûment habilité.

Chaque bon de commande précise, outre les mentions habituelles, les indications suivantes :

- la référence de l'accord-cadre et de chaque avenant,
- le numéro et la date de la commande qui vaut date de validité,
- la désignation précise et détaillée des prestations, conformément aux indications du BPU
- les modalités précises d'exécution des prestations,
- la détermination des quantités, le détail des prix HT,
- le montant total HT de la commande,
- le taux et le montant de la TVA,
- et le montant total TTC.

## **2 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

### **2.1 Pièces du DCE**

Les pièces constitutives du DCE sont listées dans le règlement de la consultation.

### **2.2 Pièces particulières**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives du représentant du pouvoir Adjudicateur fait foi;
- Le présent CCAP et ses annexes éventuelles, dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives du représentant du pouvoir adjudicateur fait foi;

- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), ainsi que les normes et règlements listés au CCTP, dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives du Représentant du Pouvoir Adjudicateur fait foi;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services issu de l'arrêté du 30 mars 2021 (C.C.A.G. – F.C.S.)
- L'offre technique (mémoire technique et méthodologique du titulaire et ses annexes, décrivant la méthodologie proposée pour l'exécution des prestations);
- Le bordereau de prix unitaire pour les prestations récurrentes et les prestations ponctuelles;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché;
- La liste du personnel.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Il est précisé que le mémoire technique remis par l'entreprise titulaire de l'accord-cadre au cours de l'appel d'offre ne peut, en aucun cas, changer la nature ou la qualité des prestations définies dans les autres pièces contractuelles.

Ces documents, non joints à l'accord-cadre, constituent des règles de droit et sont supposés connus du titulaire de l'accord-cadre qui reconnaît expressément leur caractère contractuel ; celui-ci ne pourra se prévaloir de leur méconnaissance pour s'exonérer de ses engagements.

## 2.3 Références

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois de la date limite de remise des offres. En particulier sont pris en considération :

- Le Code de la Commande Publique,
- L'ensemble des lois, décrets et arrêtés, règlements, circulaires, et tous les textes administratifs nationaux et locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent contrat pour autant qu'ils soient d'ordre public, ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.
- Les normes professionnelles applicables à la date de notification du présent marché.

## 3 DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES A L'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE

### 3.1 Représentation des parties

#### 3.1.1 *Représentation du pouvoir adjudicateur*

L'interlocuteur chargé du suivi de l'exécution des prestations est le directeur du patrimoine immobilier et de la logistique de l'Institut d'études politiques ou son représentant.

Les coordonnées du directeur du patrimoine immobilier et de la logistique sont les suivantes :

M. Hugues MERI, Directeur de l'immobilier et de la logistique Tél. : 04.65.04.70.60

Courriel : [dpil@sciencespo-aix.fr](mailto:dpil@sciencespo-aix.fr)

### ***3.1.2 Représentation du titulaire***

Le titulaire désigne un interlocuteur habilité à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution du marché. Cet interlocuteur est désigné dans le cadre de mémoire technique, remis par le titulaire. Le titulaire s'engage à informer sans délai le pouvoir adjudicateur de toute modification d'interlocuteur.

## **3.2 Autres dispositions générales relatives à l'exécution**

### ***3.2.1 Engagements du titulaire***

Les éléments (effectifs, nombre d'heures, type de matériel, tenues vestimentaires, etc.) précisés dans le mémoire technique et méthodologique sont des éléments contractuels de l'accord-cadre. Le non-respect des engagements souscrits dans le mémoire technique et méthodologique donnera lieu à des pénalités spécifiques notamment concernant les effectifs mis en place (selon l'article 11 du présent CCAP).

Le titulaire exécute la prestation selon les prescriptions du cahier des clauses techniques particulières.

### ***3.2.2 Remplacement d'intervenants***

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander le remplacement d'un ou plusieurs intervenants du titulaire. Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans un délai de 5 jours ouvrés. Le remplaçant est soumis à l'approbation du pouvoir adjudicateur. En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

### ***3.2.3 Obligations à caractère administratif***

En cas de modifications importantes du fonctionnement de la société, le titulaire notifie immédiatement au pouvoir adjudicateur toute modification survenant après notification de l'accord-cadre et pendant toute sa durée de validité, relative :

- aux personnes ayant pouvoir de l'engager,
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- à sa raison sociale ou sa dénomination,
- à son domicile ou son siège social,
- au montant de son capital social,
- aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent,
- la domiciliation des paiements,
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

S'il ne respecte pas ces obligations, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues pour la résiliation (article 15 du CCAP).

## **4 DELAI D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES**

### **4.1 Date prévisionnelle de début des prestations**



La date prévisionnelle de début des prestations est le 1<sup>er</sup> octobre 2025.

#### **4.2 Durée du contrat et délais d'exécution**

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois. Par dérogation à l'article 13.1 du CCAG FCS :

- Pour les prestations récurrentes, le délai d'exécution est indiqué dans le bon de commande émis en début de marché puis au début de chaque reconduction.
- Pour les prestations ponctuelles, le délai d'exécution est précisé dans chaque bon de commande émis au titre des prestations commandées.

#### **4.3 Reconduction**

L'accord-cadre est reconduit tacitement. Le nombre de période de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire le marché, une décision expresse de non-reconduction sera notifiée au titulaire au plus tard 3 mois avant la date d'échéance du marché par voie de recommandé électronique ou postal.

### **5 PRIX DU MARCHÉ**

#### **5.1 Répartition des paiements**

L'acte d'engagement et les actes spéciaux qui lui sont annexés indiquent ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses éventuels sous-traitants.

#### **5.2 Contenu des prix**

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, ou autres frappant obligatoirement les prestations. En particulier, ils tiennent compte de tous les frais et sujétions nécessaires à l'exécution de l'accord cadre. Le cahier des clauses techniques particulières donne des précisions utiles sur les sujétions et prestations qui sont aussi comprises dans les prix de l'accord-cadre.

Le taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, objet du présent marché. Les montants sont assujettis à la TVA selon les taux et les règles en vigueur.

L'euro est la monnaie de compte du marché.

Les prestations sont réglées sur la base des prix unitaires du bordereau de prix.

Le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant de l'accord-cadre sans un avenant ou une décision de poursuivre signée par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

#### **5.3 Forme des prix**

Le marché est traité à prix unitaires pour les prestations récurrentes et ponctuelles.

Les prix sont fermes pendant la première année d'exécution du marché. Ils peuvent être ensuite révisés, une fois par an, à la date anniversaire de notification du marché, par application d'une formule paramétrique (cf. article 5.4 du CCAP).

#### **5.4 Modalités de variation des prix**

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques du mois de mai 2025, ce mois est appelé "mois zéro".

Les prix du marché sont réputés fermes jusqu'à la fin de la période initiale soit jusqu'au 30 septembre 2026.

Ils sont ensuite révisibles au 1<sup>er</sup> octobre de chaque année, par application aux prix du marché de la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0,15 + 0,85 (S/S_0))$$

Dans laquelle :

- P est le prix révisé.

- S est la valeur de l'indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 80.10 - « services de sécurité privée » - identifiant INSEE 010766457 (S est la valeur de l'index de référence au trimestre n et S<sub>0</sub>, la valeur de l'index de référence au trimestre 2 année 2025).

Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

La révision du prix est présentée par le titulaire, à la personne publique, deux mois avant la date anniversaire du marché, accompagnée de justificatifs étayant le calcul du prix révisé. Elle doit être adressée par courrier à l'Institut d'Etudes Politiques ou par courriel à : [marches.publics@sciencespo-aix.fr](mailto:marches.publics@sciencespo-aix.fr).

La personne publique dispose de trois semaines pour contrôler le nouveau prix et faire au titulaire les remarques que cette proposition appelle de sa part. Passé ce délai, le nouveau prix est réputé accepté par l'Administration.

En cas de changement d'un indice décidé par l'INSEE et dûment établi, les parties conviennent de substituer à l'indice d'origine un indice équivalent. L'indice se substitue par simple échange de courriel.

## Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date du changement du prix, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 5.00 % par an.

## 6 REGLEMENT DES COMPTES

### 6.1 Présentation des demandes de paiements

Les demandes de paiements sont obligatoirement émises par voie électronique via CHORUS PRO (cf. infra).

#### 6.1.1 Pour les prestations récurrentes

Le titulaire établit une facture mensuelle sur laquelle le numéro du bon de commande prévisionnel émis en début de marché ou à chaque début de reconduction est **obligatoirement** rappelé. La facture est transmise au pouvoir adjudicateur dans les 15 jours qui suivent le mois d'exécution des prestations. Le montant de chaque facture mensuelle correspond aux prestations réellement effectuées à la demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

Une annexe récapitulative détaillée des prestations réalisées (jour, heure de prise de poste, heure de fin de poste, site d'affectation, signature, ...) est obligatoirement transmise au pouvoir adjudicateur. L'absence de cette annexe entraînera systématiquement le rejet de la facture.

### ***6.1.2 Pour les prestations ponctuelles***

Les prestations ponctuelles sont réglées au titulaire après acceptation des prestations relatives à chaque bon de commande.

Le règlement de chaque bon de commande concernant l'exécution de l'accord-cadre, fait suite à la production par le titulaire d'une facture correspondant au bon de commande et sur laquelle le numéro de ce dernier est **obligatoirement** indiqué.

Les prestations ponctuelles feront l'objet d'un bon de commande récapitulatif mensuel et seront réglées sur la base des prix unitaires figurant dans le bordereau de prix unitaires (BPU) « prestations ponctuelles » complété par le titulaire et remis à l'appui de son offre.

Chaque facture relative à un bon de commande émis pour des prestations ponctuelles devra être distincte de toute facture relative aux prestations récurrentes.

### ***6.1.3 Modalité de transmission des factures***

Le portail CHORUS PRO mis à disposition par l'Etat permet de déposer et suivre le paiement des factures électroniques ; il est accessible depuis :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

La procédure est décrite dans le lien ci-dessous :

<https://www.sciencespo-aix.fr/contenu/espace-fournisseurs/>

Les modalités précises d'utilisation sont signifiées au besoin au titulaire.

Ces modalités de transmission sont obligatoires. L'utilisation du portail est gratuite et sécurisée.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques doivent être effectuées sur ce portail.

Les factures dématérialisées sont déposées (avec signature électronique ou non) ou saisies directement dans le respect des conditions d'utilisation de Chorus.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

### ***6.1.4 Présentation des factures***

Les factures doivent obligatoirement être libellées au nom de l'IEP d'Aix-en-Provence et comporter les mentions suivantes :

- Nom complet et adresse du prestataire fournisseur et du client ;
- Sa date d'émission ;
- Le cas échéant, référence d'inscription au répertoire du commerce/au répertoire des métiers ;
- Le cas échéant, numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le cas échéant, numéro d'identification à la TVA de l'assujetti ayant effectué la prestation de service ;
- Le cas échéant, le numéro d'identification à la TVA du client ;
- Pour chacune des prestations rendues, la dénomination précise, selon le cas les prix unitaires et les quantités ;

- Le numéro de référence du marché ;
- Le numéro du bon de commande correspondant ;
- Tout avoirs, remises et ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors de l'opération et directement liés à cette opération ;
- Date à laquelle est effectuée la prestation de service ;
- Le taux de TVA appliqué, le montant de la taxe à payer et par taux d'imposition, le total hors taxes et taxe correspondante mentionnés distinctement sauf si régime particulier ;
- Les coordonnées bancaires du fournisseur ;
- En cas d'exonération la référence à la disposition indiquant que l'opération bénéficie d'une mesure d'exonération.

## **6.2 Modalités particulières de paiement**

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions de l'article 8 du présent CCAP.

## **6.3 Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités – Intérêts moratoires**

Le règlement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique (notamment après service fait) et par virement administratif.

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours à compter de la réception de la facture dans les formes prescrites.

Les modalités de règlement du titulaire sont soumises aux dispositions des articles L.2192-10 à L.2192-15 et R.2192-10 et suivants du Code de la Commande Publique.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de retourner au titulaire toute facture ne comportant pas les mentions indiquées ci-dessus, et ainsi de suspendre le délai de paiement jusqu'à production d'une facture conforme aux prescriptions ci-dessus.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement dans les conditions fixées par le Code de la Commande Publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le montant de l'indemnité forfaitaire de recouvrement est fixé à 40 €.

Le point de départ du délai de paiement se fait à partir de la réception de la facture (avec preuve de dépôt).

Toutefois, si l'Institut d'Etudes Politiques n'est pas en mesure, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérification ou à toute autre opération nécessaire à la mise en paiement, ledit délai est prorogé d'une période égale au retard qui en a résulté.

## **7 CLAUSES DE FINANCEMENT, GARANTIE, AVANCE ET NANTISSEMENT**

## **7.1 Cautionnement et retenue de garantie**

Aucune caution ou garantie particulière n'est exigée.

## **7.2 Avance**

Sauf renonciation formelle du titulaire, stipulée dans l'acte d'engagement, il pourra bénéficier d'une avance de 5% du montant minimum de l'accord-cadre. Conformément à l'article R2191-17 du Code de la commande publique, l'avance est accordée en une seule fois sur la base du montant minimum de l'accord-cadre.

Elle n'est due que sur la base du montant de l'accord-cadre diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le versement de l'avance au titulaire intervient sans que celui-ci n'ait à le réclamer, dans le délai d'un mois à compter de la date de début d'exécution des prestations.

Le remboursement de l'avance par le titulaire intervient dans les conditions prévues aux articles R.2191-19-2 du Code de la commande publique : le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du montant minimum de l'accord cadre.

## **7.3 Cessions ou nantissement**

Le titulaire du marché peut céder ou nantir la créance qu'il détient sur l'acheteur à un établissement de crédit ou à un autre cessionnaire (article L.2191-8) dans les conditions et selon les modalités s'appliquant au présent marché prévues par le Code de la Commande Publique notamment ses articles R.2191-45 et R.2191-46, R.2191-48 à R.2191-51.

Il est délivré, sur demande du titulaire, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité du marché, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de chaque bon de commande. En vue d'un nantissement éventuel, une copie certifiée conforme de l'accord-cadre recouvert de la formule de nantissement (dit « exemplaire unique ») est délivrée au titulaire à sa demande.

# **8 SOUS-TRAITANCE**

## **8.1 Sous-traitants présentés en même temps que l'offre**

Si la demande de sous-traitance intervient au moment de l'offre, le candidat doit fournir un acte spécial signé et contenant les informations et déclarations prévues aux articles R2193-1 et R2193- 2 du Code de la Commande Publique.

La notification de l'accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement.

## **8.2 Sous-traitants présentés au cours de l'exécution de l'accord-cadre**

Si la demande de sous-traitance intervient au cours de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur un acte spécial signé et contenant les mêmes informations et déclarations que ci-dessus.

Pour établir qu'aucune cession et aucun nantissement de créances ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant, le titulaire a le choix entre :

- produire l'exemplaire unique de l'accord-cadre qui lui a été délivré, afin que la formule d'exemplaire unique soit modifiée,

- produire une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

Le pouvoir adjudicateur accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement en signant l'acte spécial.

#### **8.4 Modification du montant**

Le titulaire doit aussi fournir l'un des deux documents désignés à l'article précédent s'il envisage d'augmenter le montant sous-traité (pour un sous-traitant déjà accepté). Cette augmentation fait l'objet d'un acte spécial modificatif.

#### **8.5 Agrément**

Aucun commencement des prestations ne peut intervenir avant que le sous-traitant ait été accepté et ses conditions de paiement agréées.

Le contrat de sous-traitance est conclu entre le titulaire et son sous-traitant, l'Institut d'études politiques n'est pas signataire de ce contrat.

#### **8.6 Cession ou nantissement**

Conformément à l'article R2193-22 du Code de la commande publique, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées peut céder ou nantir, à concurrence du montant des prestations qui lui sont réglées directement, tout ou partie de sa créance.

La copie de l'original du marché ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, de l'acte spécial désignant le sous-traitant admis au paiement direct, est remise à chaque sous-traitant bénéficiant du paiement direct.

#### **8.7 Modalités du paiement direct des sous-traitants**

Pour le paiement des sous-traitants, le titulaire transmet à l'Institut d'Etudes Politiques en même temps que sa propre facture, la demande de paiement du sous-traitant, revêtue de son acceptation. Les modalités de règlement des comptes sont celles décrites à l'article 6 du présent CCAP.

La demande de paiement du sous-traitant peut tenir compte d'une clause de révision de prix, prévue au contrat de sous-traitance et précisée dans l'acte spécial.

### **9 CONTROLE ET VERIFICATION DES PRESTATIONS**

#### **9.1 Opérations de vérification**

Le contrôle de la qualité des prestations réalisées et leur conformité aux prescriptions du cahier des charges est effectué par le directeur du patrimoine immobilier et de la logistique, son représentant ou toute autre personne nommément désignée par l'Institut d'Études Politiques d'Aix en Provence.

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives ont pour objet de contrôler la conformité entre les prestations servies et celles contractualisées dans le présent accord-cadre. Le titulaire a l'obligation de faciliter la tâche du contrôleur et d'accéder à toutes les demandes nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Une réunion aura lieu au moins une fois par semestre entre le titulaire et le directeur du patrimoine immobilier et de la logistique de l'Institut ou son représentant.

Toute prestation mal exécutée (non application des consignes, négligence de rondes etc.) est susceptible de générer l'application de pénalités conformément à l'article 11 du CCAP.

Tout dégât matériel et ses conséquences imputables au titulaire par suite de négligences est intégralement

pris en charge par ce dernier.

## **9.2 Décisions après vérification**

En cas de non-exécution des prestations, le pouvoir adjudicateur peut prendre la décision :

- soit de mettre en demeure le titulaire d'exécuter les prestations,
- soit d'accepter le travail non achevé ou mal exécuté sous réserve d'une réfaction du prix correspondant.

Le montant de la réfaction s'apprécie en fonction du montant des prestations mal exécutées. Le montant estimé par le pouvoir adjudicateur ou son représentant sera notifié au titulaire par envoi en recommandé avec accusé de réception.

## **10 SECURITE, GREVE ET SITUATIONS DE CRISE**

### **10.1 Mesures de sécurité**

Les mesures de sécurité prescrites par l'article 5.3 du CCAG FCS s'appliquent.

### **10.2 Mesures particulières**

#### ***10.2.1 Mesures conservatoires***

En cas d'arrêt local ou total des installations de détection incendie, le titulaire prendra les mesures en matériels et en personnels pour assurer la sécurité de l'établissement.

Le titulaire exécute alors des prestations limitées aux mesures conservatoires dûment motivées par l'urgence et l'insécurité et notamment celles prévues dans les règles APSAD/CNPP R6 R7 et R8.

Le titulaire informe immédiatement le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

#### ***10.2.2 Interdictions momentanées***

Des interdictions momentanées d'accéder ou de circuler dans les locaux peuvent être prescrites, notamment lors de départs ou d'arrivées de personnalités, ou à l'occasion d'alertes, d'exercices ou d'incidents signalés dans les bâtiments ou à proximité.

L'administration ainsi que les forces de police peuvent décider de surveiller, faire arrêter les prestations ou évacuer les bâtiments à l'occasion de visites officielles et d'incidents éventuels qu'ils ont pour mission de prévenir. A cet effet, le pouvoir adjudicateur, les services de sécurité ou la police peuvent prescrire le déplacement d'un matériel, d'un équipement ou d'un stock quelconque ainsi que le libre accès aux locaux occupés par le titulaire aux fins de fouilles et visites.

#### ***10.2.3 Plan Vigipirate***

Le titulaire assure l'application des mesures nécessaires dans le cadre du plan Vigipirate.

#### ***10.2.4 Pandémie ou situation de crise***

Le titulaire doit être en mesure de maintenir sa prestation en cas de pandémie (ex : grippe) ou situation de crise (ex : situation météorologique extrême). En situation de crise sanitaire, le titulaire veille au strict respect des mesures de sécurité et d'hygiène (port du masque, désinfection des mains, etc.) externes issues des lois et règlements et internes à l'Institut d'études politiques (consignes particulières, décisions du pouvoir adjudicateur, etc.).

Les fournitures nécessaires à la continuité des prestations dans un contexte pandémique sont à la charge du titulaire.

Un plan de continuité devra par ailleurs être établi.

## 11 PÉNALITÉS

### 11.1 Application des pénalités

Toutes les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable.

Toutes les pénalités listées ci-dessous sont hors taxes, elles sont cumulables et seront retenues sur les sommes dues au titulaire. En cas de non-respect de ses engagements, par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire s'exposera aux pénalités suivantes :

Inexécution ou mauvaise exécution des prestations des chefs d'équipe	500€ (cinq cents) par constat et par jour commencé
Inexécution ou mauvaise exécution des prestations des autres agents (SSIAP 1, ADS ...)	350€ (trois cent cinquante) par constat et par jour commencé
Dégradation d'une main courante	100€ (cent) par dégradation constatée
Défaillance d'exécution des rondes	200€ (deux cents) par ronde non exécutée ou mal exécutée
Pénalités pour retard (quelle que soit la qualification des agents)	50€ (cinquante) par heure entamée (minimum d'un quart d'heure) de retard constaté  2 fois le taux horaire HT au-delà de 2 heures de retard constaté
Non restitution des clefs ou de badges à l'issue d'une prestation	300€ (trois cents) par constat et par jour de retard
Perte d'une clé type « pass »	Coût du remplacement du matériel + 150€ (cent cinquante)
Perte du matériel mis à disposition du titulaire par le pouvoir adjudicateur	Coût du remplacement du matériel + 75 € (soixante-quinze) par jour d'attente
Utilisation non - autorisée d'un équipement ou matériel	300€ (trois cents) par infraction constatée
Inexécution ou mauvaise exécution des prestations de contrôle ou de disponibilité prévues au marché	500€ (cinq cents) par constat
Tenue d'un aspect physique négligé ou non conforme aux prescriptions du marché	40€ (quarante) par constat  80 € (quatre-vingts) si un nouveau constat d'infraction intervient pour ce même agent dans le mois suivant le premier constat
Attitude ou comportement inconvenant (harcèlement, mauvaise présentation, ébriété, incivilité ou impolitesse) du personnel	80€ (quatre-vingts) par constat  120€ (cent vingt euros) si un nouveau constat



	d'infraction intervient pour ce même agent dans le mois suivant le premier constat et remplacement immédiat
Méconnaissance des consignes et règles de sécurité du site ou non-respect des consignes et règles de sécurité sur le site	100€ (cent) par constat
Non-respect des moyens en personnel et en matériel prévus dans le marché	100€ (cent) par constat et par jour
Non tenue à jour des documents	25€ (vingt-cinq) par document et par jour
Abandon de poste	150€ (cent cinquante) par heure d'absence au poste
Non-production du décompte récapitulatif des prestations exécutées pour les bénéficiaires ou production d'un décompte erroné (cf. article 5)	100€ (cent) par jour de retard

Aucune exonération de pénalités à raison de leur montant n'est applicable.

Ces pénalités sont imputées pour chaque événement constaté ou consigné sur la prochaine facture qui suit leurs constatations (même si cette facture ne correspond pas au mois au cours duquel les manquements ont été signalés).

Le pouvoir adjudicateur s'engage à ne pas demander de pénalités à la fois sur le retard ou l'absence d'un agent et sur le défaut d'exécution des prestations.

### **11.2 Dispositions particulières**

Le Directeur du patrimoine immobilier et de la logistique de l'Institut d'Etudes Politiques ou son représentant constate les dysfonctionnements graves, et établit un rapport destiné au pouvoir adjudicateur. Ce rapport sera transmis à l'appui de la pénalité.

L'application d'une des pénalités visées ci-dessus ne fait pas obstacle à la faculté dont dispose l'Institut d'Etudes Politiques pour résilier le présent accord-cadre dans les conditions visées à l'article 15 ci-après.

## **12 OBLIGATIONS**

### **12.1 Obligations particulières de l'entreprise**

Le titulaire s'engage à respecter tous les règlements dont le règlement intérieur de l'Institut d'Etudes Politiques, circulaires, décrets, auxquels il serait assujéti de par ses activités ou l'objet des présentes dispositions.

### **12.2 Obligations particulières du pouvoir adjudicateur**

Le pouvoir adjudicateur s'engage à laisser le libre accès aux locaux et équipements autant que nécessaire à la bonne exécution des prestations du titulaire.

### **12.3 Responsabilité du Titulaire**

Le titulaire a l'entière responsabilité de ses personnels et des moyens à mettre en œuvre pour exécuter la prestation.

Il s'engage à produire, dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre, une attestation d'assurance justifiant d'une couverture en responsabilité appropriée à l'objet du présent accord-cadre.

La rémunération, les charges sociales et fiscales correspondantes et les frais inhérents à l'emploi de ce personnel sont à la charge du titulaire qui a seule compétence pour en assurer la discipline, l'inspection et la direction.

En cas de manquements graves du titulaire de l'accord-cadre, au regard de la législation sociale, celui-ci pourra être mis en demeure (voie recommandée avec accusé de réception) de faire cesser ces manquements. La lettre restée sans effet sous huitaine, entraînera la rupture du présent accord-cadre, sans préavis. Le maître d'ouvrage se réservant le droit de demander – par voie judiciaire – des dommages et intérêts compensant le préjudice subi.

### **12.4 Obligation de confidentialité et de discrétion**

L'obligation de confidentialité prévue par l'article 5.1 du CCAG-FCS s'applique aux parties à laquelle s'ajoutent les précisions suivantes :

Le titulaire (ou l'un de ses agents) qui, soit avant la notification de l'accord-cadre, soit au cours de son exécution, a reçu communication, à titre confidentiel ou occasionnel, de renseignements ou documents, est tenu de maintenir confidentielle cette communication. Ces renseignements ou documents ne peuvent sans

autorisation être communiqués à d'autres que celles qui ont qualité pour en connaître.

Toute recherche de renseignements sur le personnel de l'Institut d'Etudes Politiques ou enregistrement de communication ou de numéros entrants ou sortants sont expressément interdits.

En cas de violation par le titulaire ou un de ses sous-traitants des obligations mentionnées au présent paragraphe, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le titulaire s'expose à l'application des mesures de résiliation du marché à ses torts exclusifs.

## **12.5 Données personnelles**

### ***12.5.1 Protection des données personnelles***

Le pouvoir adjudicateur a la qualité de responsable de traitement au sens de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'Informatique, aux fichiers et aux libertés (modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 et de l'ordonnance n°2018-1125 du 12 décembre 2018) et du Règlement Général de la Protection des Données, et le titulaire à la qualité de sous-traitant intervenant dans le cadre de la mise en œuvre du traitement pour le compte du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire ne peut procéder à un traitement de données personnelles que dans le strict respect des dispositions du présent accord-cadre.

Les données à caractère personnel ne peuvent, à ce titre, faire l'objet d'aucune opération, autres que celles prévues au présent accord-cadre, de la part d'un sous-traitant ou d'une personne agissant sous l'autorité du titulaire.

En conséquence, le titulaire s'engage à :

- Ne procéder à des traitements de données à caractère personnel que sur instruction de l'Acheteur, et s'abstenir de toute utilisation ou traitement des données non conformes aux instructions écrites de l'Acheteur ou étrangers à l'exécution du présent accord-cadre, et en particulier à ne faire aucun usage personnel, y compris commercial, des données à caractère personnel transmises ou collectées auprès du pouvoir adjudicateur ou à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre ;
- Ne conserver les données à caractère personnel traitées, sous une forme permettant l'identification des personnes, que le temps nécessaire à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre sous réserve d'être en mesure de respecter ses propres obligations ;
- Communiquer, au plus tard dans un délai de trois (3) jours ouvrés à compter de la demande de l'Acheteur, toutes les informations permettant au pouvoir adjudicateur de satisfaire à une demande de droit d'accès et de communication aux données à caractère personnel traitées pour son compte par le titulaire, émanant de la personne concernée, et à informer sans délai le pouvoir adjudicateur de toute demande qui lui serait adressée directement.

### ***12.5.2 Confidentialité et sécurité des données***

Conformément aux dispositions applicables, les parties prennent, chacune pour ce qui les concerne, les mesures propres à assurer la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données personnelles.

En particulier, le titulaire s'engage à mettre en place les mesures techniques et organisationnelles permettant d'assurer, compte tenu de l'état des Règles de l'art, un niveau de sécurité et de confidentialité approprié au regard des risques présentés par le traitement et la nature des données personnelles traitées.

Le titulaire s'engage par ailleurs à préserver la vie privée des utilisateurs.

Le titulaire s'engage à prendre toutes les précautions nécessaires pour assurer la protection et la préservation des données stockées dans le cadre du présent accord-cadre. Il assure leur sécurité, confidentialité et intégrité en mettant tout en œuvre pour empêcher que celles-ci ne soient endommagées, déformées ou que des tiers non autorisés y aient accès.

En particulier, il s'engage à prendre les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger les données personnelles contre tout traitement non autorisé ou illégal ainsi que contre la perte, la destruction accidentelle et l'altération des données, et à n'agir que sur instruction du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage en particulier à :

- Conserver et traiter les données à caractère personnel de manière séparée de ses propres données ou des données d'autres clients ou fournisseurs ;
- Protéger les données à caractère personnel contre une destruction fortuite ou illicite, une perte accidentelle, une altération, une divulgation ou un accès non autorisé ;
- Ne rendre accessibles et consultables les données à caractère personnel traitées qu'à son seul personnel dûment habilité et autorisé en raison de ses fonctions et qualité, dans la stricte limite de ce qui lui est nécessaire à l'accomplissement de ses fonctions et à communiquer au pouvoir adjudicateur la liste des personnes ainsi habilitées à première demande.

### ***12.5.3 Communication à des tiers***

Les données à caractère personnel traitées en exécution du présent accord-cadre ne peuvent faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers en dehors des cas prévus à l'accord-cadre ou de ceux prévus par une disposition légale ou réglementaire.

Le titulaire met en place des procédures assurant que les tiers qu'il autorise à accéder aux données à caractère personnel, y compris les sous-traitants, respectent et préservent la confidentialité et la sécurité des données à caractère personnel. A cet effet, le titulaire s'engage à mettre à la charge de son (ou ses) prestataire(s) sous-traitant(s) toutes obligations nécessaires pour que soient respectées la confidentialité, la sécurité et l'intégrité des données, et pour que lesdites données ne puissent être ni cédées ou louées à un tiers à titre gratuit ou non, ni utilisées à d'autres fins que celles définies au présent accord-cadre, et se porte-for fort du respect par ledit ou lesdits prestataires sous-traitants de leurs obligations.

### ***12.5.4 Obligation des parties***

Au sens de la réglementation française et européenne, est considérée comme une donnée personnelle toute information relative à une personne physique identifiée ou qui peut être identifiée, directement ou indirectement, par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments qui lui sont propres.

Les parties respectent la réglementation relative à la protection des données personnelles, en particulier le Règlement européen de protection des données personnelles ainsi que les dispositions législatives et réglementaires françaises relatives à la protection des données personnelles. À ce titre, elles s'engagent à mettre en place des mesures techniques et organisationnelles aux fins d'assurer le droit des personnes dont les données sont collectées, ainsi que la sécurité et de la confidentialité des données collectées.

Les parties conviennent que les données personnelles ne peuvent être traitées que conformément aux finalités qui ont justifié leur communication à l'autre partie. Les parties s'interdisent notamment d'utiliser les données personnelles à des fins de prospection commerciale.

### ***12.5.5 Gestion de crise : procédure de violation des données***

En cas de failles dans la sécurité résultant ou non d'attaques extérieures, et présentant un risque pour la sécurité, la confidentialité et l'intégrité des données personnelles, le titulaire en informe le pouvoir adjudicateur immédiatement.

Conformément à ses obligations en tant que responsable de traitement au titre du Règlement de Protection des Données Personnelles (RGPD), le pouvoir adjudicateur avertit la Commission Nationale Informatique et Libertés dans les soixante-douze (72) heures à compter de sa connaissance de l'évènement menaçant la sécurité des données.

Dès connaissance par les parties d'une faille de sécurité présentant un risque pour les données

personnelles, ces dernières se rapprochent afin d'établir un plan d'action approprié pour limiter le risque et mettre en place une solution appropriée.

En cas de faille de sécurité résultant de la négligence du titulaire, sa responsabilité peut être engagée.

## **13 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL**

### **13.1 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail**

Les obligations qui s'imposent au titulaire, ainsi qu'à l'ensemble de ses cotraitants ou sous- traitants, sont celles prévues par les lois et règlement relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également soumis aux huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (conventions n°87, 98, 29 et 105, 100 et 111, 138 et 182).

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander à tout moment au titulaire la preuve du respect des principes contenus dans ces conventions ; le titulaire apporte ces preuves par tout moyen significatif, ayant une force probante et facilement vérifiable.

Le titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant. Néanmoins, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander au titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

### **13.2 Protection de l'environnement**

Le titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de l'environnement. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant. Néanmoins, l'Acheteur se réserve la possibilité de demander au Titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

### **13.3 Régularité de la situation fiscale et sociale**

#### ***13.3.1 Vérifications périodiques de la régularité de la situation du titulaire***

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le pouvoir adjudicateur se fait remettre, par le titulaire, tous les six mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de son exécution :

Une attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 du Code de la Sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois.

Lorsque l'immatriculation du cocontractant au Registre du Commerce et des Sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Le Titulaire établi à l'étranger fournit les pièces équivalentes demandées à l'article D.8222-7 du Code du Travail ; ces pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en

langue française, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Le titulaire doit adresser au pouvoir adjudicateur tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents cités ci-dessus.

### **13.4 Visites médicales**

Le titulaire doit obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent, avant sa prise de fonctions.

Il soumettra, d'autre part, son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la réglementation en vigueur. Les dates des examens médicaux, le nom et le prénom des agents et la conclusion du médecin du travail sur leur aptitude à occuper leur fonction seront consignés par le titulaire sur un registre spécial à cet effet.

Les visites médicales seront assurées par le service médical du titulaire.

Le titulaire transmettra au directeur du patrimoine et de la logistique de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, dès le démarrage des prestations puis annuellement ou à chaque changement d'un membre de son personnel, un double des attestations médicales justifiant de la capacité au travail de son personnel.

## **14 RESPONSABILITÉS ET ASSURANCES**

### **14.1 Responsabilités**

Toutes les prestations définies au présent accord-cadre s'effectuent sous l'entière et seule responsabilité tant civile que pénale du titulaire.

Le titulaire est responsable du respect des réglementations relatives à son activité ainsi que sur la législation du travail ou toute autre concernée pour tout ce qui vise l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire est responsable de ses personnels en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations, ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses préposés.

Il est également responsable des entreprises avec lesquelles il sous-traite.

En conséquence, il est responsable des dommages causés du fait de l'exécution de l'accord-cadre vis-à-vis :

- de son personnel, des agents de la personne publique ou des tiers ;
- de ses biens, des biens appartenant à la personne publique ou à des tiers.

La responsabilité du titulaire peut être recherchée en cas de manquement aux consignes de la part de son personnel. Elle peut être également recherchée en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

Le titulaire supporte seul les conséquences des dommages de toute nature qui peuvent survenir du fait d'un manquement à ses obligations, légales ou contractuelles, ou d'une mauvaise exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

A cet égard, il garantit l'Institut de tous recours qui pourraient être engagés contre lui.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), l'Institut se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge du titulaire.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution de l'accord-cadre peut entraîner la résiliation de plein droit de l'accord-cadre par le pouvoir adjudicateur.

## 14.2 Assurances de responsabilité civile et dommages aux tiers

Le titulaire doit être détenteur d'une assurance, en cours de validité durant toute l'exécution de l'accord-cadre, garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des prestations (que la responsabilité du dommage soit due à un membre du personnel du titulaire, à un matériel dont il dispose, ou à un de ses sous-traitants).

## 14.3 Assurance vols et dommages aux biens

Le titulaire doit être détenteur d'une assurance couvrant les vols et les dommages aux biens de l'Institut d'études politiques. Sa responsabilité est engagée que le dommage soit dû à un membre de son personnel, à un matériel dont il dispose, ou à un de ses sous-traitants. Le titulaire doit être assuré en cas de perte du trousseau de clés ou du passe général qui lui est confié.

## 14.4 Justification des polices

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre, et avant tout commencement d'exécution des prestations, le titulaire doit justifier qu'il est détenteur des polices d'assurance citées aux articles ci-dessus.

Le titulaire doit fournir une copie de ses nouvelles polices d'assurance dans le cas où celles présentées à la notification de l'accord-cadre arriveraient à échéance en cours de l'accord-cadre. Il doit prévenir l'Institut d'études politiques de toute modification de ses polices d'assurance.

En outre, à l'échéance de ces dernières, le titulaire devra fournir à l'Institut, la et/ou les quittances attestant du paiement de la prime afférente au renouvellement de ladite ou desdites polices d'assurances dans l'hypothèse où il ne fournirait pas la et/ou les polices d'assurances et/ou lesdites quittances, l'Institut d'études politiques se réserve la possibilité de faire application des dispositions prévues aux articles 32 (résiliation aux torts du titulaire) du CCAG/FCS.

En cas d'existence d'une franchise dans le contrat souscrit par le titulaire, celui-ci la prend intégralement à sa charge.

## 15 RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre peut être résilié dans les conditions prévues aux articles 29 à 36 du CCAG FCS.

Toutefois, par dérogation à l'article 32 du CCAG FCS (résiliation pour faute du titulaire), dans l'hypothèse où le montant total annuel des pénalités viendrait à dépasser le seuil de 25 % des sommes dues par l'Acheteur, celui-ci se réserve le droit de résilier de plein droit et sans indemnité le présent accord-cadre.

## 16 RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

En cas de litige et à défaut de règlement amiable, la juridiction compétente est le tribunal administratif de Marseille et la loi française est seule applicable.

## 17 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents ci-après :

Champs d'application	Articles du CCAP concernés	Articles du CCAG FCS auxquels il est dérogé
Pièces particulières	Article 2.2	Article 4.1
Date prévisionnelle de début des prestations	Article 4.2	Article 13.1

Pénalités	Article 11	Article 14
Résiliation	Article 15	Article 32